

L'université algérienne: pour un ré-ingéniering pédagogique

Mohamed BENSALAH
Université d'Oran

Dans les débats actuels, un silence fait beaucoup de bruit: celui de l'université. Elle n'a apparemment rien à dire.

- absente des préoccupations des décideurs...
- absente des groupes de travail...
- absente des colonnes de la presse... sauf lorsque l'effervescence gagne le terrain des campus et les artères des villes.

Alors que tout le monde s'interroge sur son destin, l'institution universitaire semble sourde aux affaires du temps. S'il est un discours récurrent, désolant et lassant, c'est bien celui là. Permettez-moi d'en esquisser les grandes lignes.

« Crise endémique », « Sclérose avancée », « Tétanie générale », répètent à satiété les « spécialistes » patentés des médias. Certes, comparé à celui de pays de niveau de développement comparable, notre système d'enseignement laisse apparaître de graves signes d'essoufflement. Les griefs ne manquent pas : ressources insuffisantes, centralisation excessive, rigidités structurelles, pesante inertie culturelle, accroissement trop rapide des effectifs estudiantins, formation inadéquate, échecs nombreux, absence de débouchés professionnels...

Contrairement aux universités étrangères qui disposent de réelles marges de manœuvres, en matière de désignation de responsables, de gestions de budgets ou de personnels, d'avancement dans la profession, l'université algérienne, semble comme tétanisée. A la « logique » de l'institution, qui se manifeste à travers les statistiques et les chiffres, répond la « logique » des étudiants et des enseignants, qui se focalise sur la « diplômite » qui s'oppose à la performance qualitative. En conférant la « notoriété », le diplôme est devenu l'objectif prioritaire. Cette dévalorisation du savoir, de la connaissance et de la pédagogie, dans les mentalités universitaires et aux yeux de ceux dont la mission est pourtant de les mettre en œuvre, constitue un grave travers donc les conséquences sont de plus en plus visibles.

Ainsi donc, la véritable crise et les véritables carences ne sont pas toujours celles que l'on croit, ni celles que l'on s'évertue à faire croire, mais plutôt, celles des idées et des conceptions qu'il faut entièrement réviser. Les hésita-

tions, les reculs inquiétants, la dévalorisation du métier d'enseignant, les conditions exécrables de son exercice, la hiérarchisation des disciplines, la ségrégation des enseignants en fonction de l'origine et de la spécificité de leurs diplômes et leur distinction en fonction de leurs grades, qui ont engendré des dérives dommageables, ne sont que la résultante d'un jeu mystérieux qui se déroule à l'abri des amphithéâtres et des laboratoires de recherche. Les derniers événements sont, on ne peut plus explicites. De guerre lasse, « l'élite » intellectuelle a fini par laisser ses ambitions se dégrader. Certains ont opté pour l'exil extérieur ou intérieur, d'autres pour des métiers plus valorisants.

Ceci dit, si l'on dessille bien les yeux, on peut aisément constater que, en dépit des ostracismes et des pressions de toute nature qui se sont exercées et s'exercent toujours sur elle, en dépit de la ghettoïsation des francophones incités au départ, en dépit du terrorisme barbare et de l'hémorragie de matière grise, l'université algérienne est demeurée debout, fière de disposer de compétences avérées et d'un personnel qui s'acquitte dignement de ses tâches, avec un sens particulier des responsabilités et une vision claire des missions à remplir.

S'il est utile que des désaccords s'expriment, que des constats soient faits et que des solutions soient proposées, il est tout autant essentiel que des pistes soient ouvertes et que des réformes salutaires soient engagées, des réformes qui ne soient pas de simples aménagements des cursus de formation, mais qui touchent au corps de la machine. Il y va de l'avenir de toute une jeunesse, qui constate, pleine de désarroi, que le diplôme n'est plus le sésame d'un avenir meilleur.

Il ne s'agit pas aujourd'hui de s'appesantir encore une fois sur ce délicat problème. Nous avons abondamment palabré, lors de nos multiples colloques et séminaires, sur les forces d'inertie et les illusions pédagogiques. Maintes fois ont été dénoncés les carences et dysfonctionnements. Des constats ont été faits. Des solutions proposées. Malheureusement, toutes les lancinantes interrogations sont demeurées sans écho, tant le terrain de l'université semble pavé de préjugés et de certitudes non vérifiées.

L'émergence d'une économie globale, basée sur la connaissance et des opportunités qu'offre aux systèmes éducatifs et de formation le développement prodigieux des technologies de l'information et de la communication, nous incite à ouvrir à nouveau ce dossier poussiéreux, et à évaluer l'impact de la globalisation sur un enseignement supérieur que l'on souhaite transformer en moteur et en instrument du développement économique, social et culturel. Dire que le développement économique est de plus en plus tributaire de l'intégration des systèmes de formation, de recherche scientifique et de production, relève du truisme. Dans les pays qui ont bien compris l'enjeu de la globalisation pour l'enseignement supérieur, les maîtres mots sont la coopé-

ration en réseau et la mise en commun des moyens pour le développement. Jamais, notre université n'a été aussi riche de possibilités et de risques. Il lui appartient donc d'explorer les premières et de limiter les seconds.

Ce débat, qui se veut être une ouverture sur la modernité et une volonté d'ancrage dans la dynamique économique et scientifique mondiale, devrait être le nôtre. Il est clair qu'une telle ambition oblige à penser et à agir autrement, c'est-à-dire à investir dans l'intelligence, la ressource humaine et l'éducation. Elle implique également une remise à niveau complète et donc une révision des contenus, de la pédagogie, des structures et de leur fonctionnement. Cette ouverture contribuera, sans nul doute, à faire sortir la communauté universitaire de son autarcie. Elle aidera à mettre en évidence la problématique liée aux rapports complexes qu'entretiennent les institutions universitaires avec les différents pouvoirs qui souhaitent la garder sous leur giron.

Le XXI^e siècle est là. D'incontournables changements sont à prévoir en éducation : changements d'ordre matériel, changements d'ordre conceptuel et changements dans les relations interpersonnelles. Autrement dit, nous sommes incités à penser évolution permanente, et non seulement changement. Evolution qui se construirait dans les entrelacs de la continuité et de l'innovation. Si l'université reste le lieu privilégié de construction et de dispensation des savoirs, force est de constater que globalement, son modèle de communication scientifique dominant a fort peu évolué ces dernières décennies. Marquée par un foisonnement sans précédent de la littérature, la galaxie Gutenberg, n'a en définitive accordé qu'une place marginale aux médias audiovisuels sur lesquels beaucoup misaient pour se défaire des contraintes spécifiques à l'imprimé, en particulier la longueur et la lenteur de son cycle de production, le coût de son édition, de sa distribution et de son stockage, la pauvreté de son traitement documentaire et la difficulté de son usage informatif ou didactique.

Qu'a fait la communauté scientifique des potentialités technologiques qui lui ont été fort opportunément offertes pour rattraper les retards accumulés dans le domaine des ressources humaines ? Qu'a-t-elle fait de l'audiovisuel, du multimédia, de l'Internet et de l'enseignement virtuel ? Qu'a-t-elle fait en matière de réponse à la globalisation ? Toutes ces questions peuvent paraître triviales, mais y répondre n'est pas aisé. Nous constatons, malheureusement, que les grandes mutations n'ont eu qu'un faible impact sur les mentalités et sur les structures de formation qui recèlent, en leur sein, de formidables potentialités humaines. Malgré l'important budget consacré par l'Etat et les efforts déployés par le corps enseignant, malgré bien des progrès liés à l'évolution des technologies, malgré l'affirmation de politiques publiques mieux inspirées, force est de constater que, globalement, le modèle de communication scientifique et technique universitaire est loin d'être satisfaisant.

Tout se passe comme si le vecteur avait atteint ses limites, incapable de fournir en qualité et en quantité les produits et services attendus par les nombreux utilisateurs potentiels, soucieux de disposer au plus tôt des ressources informatives indispensables en ces temps de compétition et de régénération des compétences individuelles.

Les institutions d'enseignement et de recherche, aujourd'hui industries exportatrices de matière grise, sont mises dans l'obligation d'inscrire leurs processus leurs équipements et leurs ressources humaines dans un espace médiatique global multimodal et pluriculturel, appelé campus virtuel, dont la « réalité » s'inscrit dans le réseau des réseaux qui interconnecte à l'échelle de la planète, les hommes et leurs ressources individuelles et collectives. La logique internet impose désormais que l'on révisé, réingénierise, localement, dans chaque université s'entend, mais au plan national sans doute aussi, l'ensemble du processus de communication de l'information scientifique et technique en le centrant sur l'utilisateur final.

Qu'il s'agisse des modalités d'enseignement supérieur, qui intégreront de plus en plus les ressources distantes offertes par le truchement de l'interconnexion des réseaux de campus, ou qu'il s'agisse du partage des ressources, de plus en plus, nos laboratoires échangeront leurs données, rendront accessibles leurs équipements, animeront des groupes de discussion, favoriseront le travail coopératif à l'échelle nationale ou internationale. De plus en plus, nos bibliothèques universitaires interconnecteront leurs catalogues, fourniront des services de recherches sélectives d'information, produiront des documents électroniques, participeront à la veille scientifique... Mais pour que tout ceci se mette en place, la condition sine qua non est évidemment que l'on prenne conscience qu'il convient d'aborder le nouveau siècle avec les outils modernes.

A ce sujet, un énorme effort d'information reste à faire, au sein de la communauté universitaire et au niveau des décideurs politiques surtout, afin que les infrastructures techniques indispensables au fonctionnement – dans chaque université – d'un réseau de campus et à son interconnection avec les réseaux extérieurs, soient installées au plus tôt. Sans attendre, il faut mettre en place des programmes spécifiques de formation pour les universitaires eux mêmes (enseignants, étudiants, chercheurs, professionnels de l'information, informaticiens, bibliothécaires...) L'enjeu pour les universités algériennes et maghrébines est considérable. Il s'agit pour elles, ni plus ni moins, d'appréhender les évolutions futures du système éducatif et de réfléchir sur les transformations majeures prévisibles afin de se mettre au niveau de leurs homologues à l'échelle mondiale. Elles doivent tout autant saisir au plus tôt l'opportunité d'une nécessaire rupture de leur isolement scientifique

et acquérir le double statut d'acteur et de producteur si elles désirent faire entendre leur voix dans le concert international.

Pour clore ce survol bien incomplet, il demeure opportun d'aborder au concret la question des rapports de l'université avec son environnement technologique et médiatique. Penser ou repenser les interactions pédagogiques, faire évoluer la communication scientifique et technique, les méthodes pratiques et contenus d'enseignement, c'est bien. Faciliter la production et la transmission du savoir, veiller à son réinvestissement dans le circuit de la communication de masse, c'est encore mieux. L'autarcie technologique, tout autant que l'isolement médiatique ne sont guère envisageables aujourd'hui. S'agissant des médias et des questions qu'ils posent inévitablement (redistribution du pouvoir intellectuel, enjeux des NTIC), c'est la même défaillance et le même fiasco. Hormis quelques caciques qui jouent pour leur propre compte et pointent régulièrement dans les studios et les salles de rédaction, le reste de la corporation, étudiants compris, n'ont aucun accès à la sphère médiatique. Quels sont, en simplifiant beaucoup, les rapports actuels de l'université et des médias ? D'un côté, il y a production et transmission de savoir ; de l'autre, il y a utilisation secondaire d'une partie de ce savoir, (secondaire, car son utilisation primaire se fait naturellement ailleurs et en amont, cours, séminaires, publications). Le réinvestissement de cette partie de savoir dans le circuit de la communication de masse produit deux effets : il améliore, par hypothèse, le fonctionnement du système médiatique en lui apportant une légitimité nouvelle et une plus value scientifique. En retour, il rémunère, en influence et en notoriété le détenteur du savoir. Un système de pont et de passerelles reste à établir. L'université ne peut qu'être intéressée par de telles perspectives. Son rôle dans le corps social ne peut plus se borner à son seul public. Parce que les relais nécessaires à son action sont inévitablement ceux des médias et parce que enfin, de ce point de vue, elle constitue une sorte de gisement inexploité. Elle possède déjà une expérience de la production, de petits centres existent ; il s'agit de les réactiver, de coordonner et de brancher sur des circuits qui soient autre chose que des circuits fermés des amphithéâtres ou des lieux spécialisés. L'université peut jouer le rôle de créateur ici visé. Et elle le peut précisément au défaut des structures existantes. Je préfère parler, au lieu d'une télévision culturelle, d'une télévision de la connaissance (ce qui n'est pas une TV du savoir, car le savoir, il y a des structures pour cela, ce sont précisément les écoles et les universités. Le savoir est un dépôt, la connaissance est une expérience, une aventure vécue, un parcours couru ensemble par l'auteur et le spectateur, un risque constitutif de la démarche artistique où qu'elle se manifeste, et dans un documentaire autant que dans une dramatique, toute hiérarchie exclue.

Du côté du savoir, il n'y a que la logique de la gestion et de la distribution, et ce n'est pas par hasard que le vocabulaire du management sert ordinairement aux entreprises de technologie éducatives, c'est même ce qui a rendu mort-

nés tant de projets de télévision scolaire, conçus en termes de savoirs et non de connaissance, et qui ont compromis jusqu'à l'idée d'un didactisme possible à la télévision. Ce serait la première mission d'une télévision nouvelle. Ceci dit, à l'intersection des savoirs et des médias le soupçon demeure. Les universitaires qui se sont associés à la production de programmes ont eu l'impression d'être floués. A l'inverse, les professionnels des médias les accusent de se cramponner à leur langue de bois.

En guise de conclusion, je dirai que l'université ne se transformera pas miraculeusement par l'action d'un gouvernement ou d'un Ministre, quels que soient sa compétence et son engagement. Si les universitaires n'arrivent pas à comprendre la nature des changements prévisibles, et s'ils ne s'engagent pas pleinement dans l'action en comptant d'abord sur eux mêmes, l'université ne sortira pas de l'ornière dans laquelle elle a été cantonnée.